

REPÚBLICA DE



CABO VERDE

BOLETIM OFICIAL

PREÇO DESTE NÚMERO — 40\$00

Toda a correspondência quer oficial, quer relativa a anúncios e à assinatura do Boletim Oficial deve ser enviada à Administração da Imprensa Nacional, na cidade da Praia.

O preço dos anúncios é de 10\$ a linha. Quando o anúncio for exclusivamente de tabelas ou com tabelas intercaladas no texto será o respectivo espaço acrescentado de 30%. Não serão publicados anúncios que não venham acompanhados da importância precisa para garantir o seu custo.

ASSINATURAS:

| | Ano | Semestre |
|----------------------------------------|-----------|-----------|
| Para o país | 1 000\$00 | 600\$00 |
| Para países de expressão portuguesa... | 1 500\$00 | 800\$00 |
| Para outros países | 1 800\$00 | 1 000\$00 |
| AVULSO Por cada duas páginas... | 4\$00 | |

Os períodos de assinaturas centam-se por anos civis e seus semestres. Os números publicados antes de ser tomada a assinatura, são considerados venda avulsa.

Todos os originais com destino ao Boletim Oficial devem ser enviados à Administração da Imprensa Nacional até às 16 horas de Quinta-feira de cada semana.

Os que o forem depois da data fixada ficarão para o número da semana seguinte.

Os originais dos vários serviços públicos deverão conter a assinatura do chefe, autenticada com o respectivo selo branco.

SUPLEMENTO

SUMARIO

CONSELHO DE MINISTROS:

Decreto n.º 146/87:

Aprova a Convenção relativa à Protecção do Património Mundial Cultural e Natural.

Decreto n.º 147/87:

Aprova o Acordo de Empréstimo n.º F/CV/AGR/CPAS/87/12 entre o Governo de Cabo Verde e o Fundo Africano de Desenvolvimento.

Ministério da Administração Local e Urbanismo:

Direcção-Geral de Administração Local.

sua 17.ª Sessão, em Paris, em 16 de Novembro de 1972, cujo texto em francês e a respectiva tradução não oficial em português vêm anexos ao presente diploma de que fazem parte integrante.

Art. 2.º A presente aprovação não vincula o Estado de Cabo Verde ao disposto no número 1 do artigo 16.º da Convenção em referência.

Art. 3.º Este decreto entra imediatamente em vigor, e a mencionada Convenção produzirá efeitos de conformidade com o que nela se estipula.

Pedro Pires — Silvino da Luz — David Almada — Tito Ramos — Arnaldo França.

Pr-mulgado em 23 de Dezembro de 1987.

Publique-se.

O Presidente da República, ARISTIDES MARIA PEREIRA.

CONSELHO DE MINISTROS

Decreto n.º 146/87

de 26 de Dezembro

No uso da faculdade conferida pelo artigo 77.º da Constituição, o Governo decreta o seguinte:

Artigo 1.º É aprovada, nos termos da alínea g) do n.º 1 do artigo 75.º da Constituição, a Convenção relativa à Protecção do Património Mundial Cultural e Natural adoptada pela Conferência Geral da UNESCO na

Convention concernant la protection du patrimoine mondial culturel et naturel

Adoptée par la Conférence générale à sa dix-septième session, Paris, 16 novembre 1972

La Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, réunie à Paris du 17 de octobre au 21 novembre 1972, en sa dix-septième session,

Constatant que le patrimoine culturel et le patrimoine naturel sont de plus en plus menacés de destruction non seulement par les causes traditionnelles de dégra-

dation mais encore par l'évolution de la vie sociale et économique qui les aggrave par des phénomènes d'altération ou de destruction encore plus redoutables.

Considérant que la dégradation ou la disparition d'un bien du patrimoine culturel et naturel constitue un appauvrissement néfaste du patrimoine de tous les peuples du monde.

Considérant que la protection de ce patrimoine à l'échelon national reste souvent incomplète en raison l'ampleur des moyens qu'elle nécessite et de l'insuffisance des ressources économiques, scientifiques et techniques du pays sur le territoire duquel se trouve le bien à sauvegarder,

Rappelant que l'Acte constitutif de l'Organisation prévoit qu'elle aidera au maintien, à l'avancement et à diffusion du savoir en veillant à la conservation et à protection du patrimoine universel et en recommandant aux peuples intéressés des conventions internationales à cet effet,

Considérant que les conventions, recommandations et résolutions internationales existantes en faveur des biens culturels et naturels démontrent l'importance que présente, pour tous les peuples du monde, la sauvegarde de ces biens uniques et irremplaçables à quelque peuple qu'ils appartiennent,

Considérant que certains biens du patrimoine culturel et naturel présentent un intérêt exceptionnel qui nécessite leur préservation en tant qu'élément du patrimoine mondial de l'humanité tout entière,

Considérant que devant l'ampleur et la gravité des dangers nouveaux qui les menacent il incombe à la collectivité internationale tout entière de participer à la protection du patrimoine culturel et naturel de valeur universelle exceptionnelle, par l'octroi d'une assistance collective qui sans se substituer à l'action de l'État intéressé la complétera efficacement,

Considérant qu'il est indispensable d'adopter à cet effet de nouvelles dispositions conventionnelles établissant un système efficace de protection collective du patrimoine culturel et naturel de valeur universelle exceptionnelle organisé d'une façon permanente et selon des méthodes scientifiques et modernes,

Après avoir décidé lors de sa seizième session que cette question ferait l'objet d'une Convention internationale,

Adopte ce seizième jour de novembre 1972 la présente Convention.

I. Définitions du patrimoine culturel et naturel

Article premier

Aux fins de la présente Convention sont considérés comme «patrimoine culturel»;

Les monuments: oeuvres architecturales, de sculpture ou de peinture monumentales éléments ou structures de caractère archéologique inscriptions, grottes et groupes d'éléments, qui ont une valeur universelle exceptionnelle du point de vue de l'histoire, de l'art ou de la science,

Les ensembles: groupes de constructions isolées ou réunies, qui, en raison de leur architecture, de leur

unité, ou de leur intégration dans le paysage, ont une valeur universelle exceptionnelle du point de vue de l'histoire, de l'art ou de la science,

Les sites: oeuvres de l'homme ou oeuvres conjuguées de l'homme et de la nature, ainsi que les zones y compris les sites archéologiques qui ont une valeur universelle exceptionnelle du point de vue historique, esthétique, ethnologique ou anthropologique.

Article 2

Aux fins de la présente Convention sont considérés comme «patrimoine naturel»:

Les monuments naturels constitués par des formations physiques et biologiques ou par des groupes de telles formations qui ont une valeur universelle exceptionnelle du point de vue esthétique ou scientifique,

Les formations géologiques et physiographiques et les zones strictement délimitées constituant l'habitat d'espèces animale et végétale menacées, qui ont une valeur universelle exceptionnelle du point de vue de la science ou de la conservation,

Les sites naturels ou les zones naturelles strictement délimitées, qui ont une valeur universelle exceptionnelle du point de vue de la science, de la conservation ou de la beauté naturelle.

Article 3

Il appartient à chaque État partie à la présente Convention d'identifier et de délimiter les différents biens situés sur son territoire et visés aux articles 1 et 2 ci-dessus.

II. Protection nationale et protection internationale du patrimoine culturel et naturel

Article 4

Chacun des États parties à la présente Convention reconnaît que l'obligation d'assurer l'identification, la protection, la conservation, la mise en valeur et la transmission aux générations futures du patrimoine culturel et naturel visé aux articles 1 et 2 et situé sur son territoire, lui incombe au premier chef. Il s'efforce d'agir à cet effet tant par son propre effort au maximum de ses ressources disponibles que, le cas échéant, au moyen de l'assistance et de la coopération internationales dont il pourra bénéficier, notamment aux plans financier, artistique, scientifique et technique.

Article 5

Afin d'assurer une protection et une conservation aussi efficaces et une mise en valeur aussi active que possible du patrimoine culturel et naturel situé sur leur territoire et dans les conditions appropriées à chaque pays, les États parties à la présente Convention s'efforceront dans la mesure du possible:

- D'adopter une politique générale visant à assigner une fonction au patrimoine culturel et naturel dans la vie collective, et à intégrer la protection de ce patrimoine dans les programmes de planification générale;
- D'instituer sur leur territoire, dans la mesure où ils n'existent pas, un ou plusieurs services de protection, de conservation et de mise en

valeur du patrimoine culturel et naturel, dotés d'un personnel approprié, et disposant des moyens lui permettant d'accomplir les tâches qui lui incombent;

- c. De développer les études et les recherches scientifiques et techniques et perfectionner les méthodes d'intervention qui permettent à un État de faire face aux dangers qui menacent son patrimoine culturel ou naturel;
- d. De prendre les mesures juridiques, scientifiques, techniques, administratives et financières adéquates pour l'identification, la protection, la conservation, la mise en valeur et la réanimation de ce patrimoine, et
- e. De favoriser la création ou le développement de centres nationaux ou régionaux de formation dans le domaine de la protection, de la conservation et de la mise en valeur du patrimoine culturel et naturel et d'encourager la recherche scientifique dans ce domaine.

Article 6

1. En respectant pleinement la souveraineté des États sur le territoire desquels est situé le patrimoine culturel et naturel visé aux articles 1 et 2, et sans préjudice des droits réels prévus par la législation nationale sur ledit patrimoine, les États parties à la présente Convention reconnaissent qu'il constitue un patrimoine universel pour la protection duquel la communauté internationale tout entière a le devoir de coopérer.

2. Les États parties s'engagent en conséquence, et conformément aux dispositions de la présente Convention, à apporter leur concours à l'identification, à la protection, à la conservation et à la mise en valeur du patrimoine culturel et naturel visé aux paragraphes 2 et 4 de l'article 11 si l'État sur le territoire duquel il est situé le demande.

3. Chacun des États parties à la présente convention s'engage à ne prendre délibérément aucune mesure susceptible d'endommager directement ou indirectement le patrimoine culturel et naturel visé aux articles 1 et 2 qui est situé sur le territoire d'autres États parties à cette Convention.

Article 7

Aux fins de la présente Convention, il faut entendre par protection internationale du patrimoine mondial culturel et naturel la mise en place d'un système de coopération et d'assistance internationales visant à seconder les États parties à la Convention dans les efforts qu'ils déploient pour préserver et identifier ce patrimoine.

III. Comité intergouvernemental de la protection du patrimoine mondial culturel et naturel

Article 8

1. Il est institué auprès de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, un Comité intergouvernemental de la protection du patrimoine culturel et naturel de valeur universelle exceptionnelle dénommé «Comité du patrimoine mondial». Il est composé de 15 États parties à la Convention, élus par des États parties à la Convention réunis en assemblée générale ou cours de sessions ordinaires de la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies

pour l'éducation, la science et la culture. Le nombre des États membres du Comité sera porté à 21 à compter de la session ordinaire de la Conférence générale qui suivra l'entrée en vigueur de la présente Convention pour au moins 40 États.

2. L'élection des membres du Comité doit assurer une représentation équitable des différentes régions et cultures du monde.

3. Assistent aux séances du Comité avec voix consultative un représentant du Centre international d'études pour la conservation et la restauration des biens culturels (Centre de Rome), un représentant du Conseil international des monuments et des sites (ICOMOS), et un représentant de l'Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources (UICN), auxquels provient s'ajouter, à la demande des États parties réunis en assemblée générale au cours des sessions ordinaires de la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, des représentants d'autres organisations intergouvernementales et non gouvernementales ayant des objectifs similaires.

Article 9

1. Les États membres du Comité du patrimoine mondial leur mandat depuis la fin de la session ordinaire de la Conférence générale au cours de laquelle ils ont été élus jusqu'à la fin de sa troisième session ordinaire subséquente.

2. Toutefois, le mandat d'un tiers des membres désignés lors de la première élection se terminera à la fin de la première session ordinaire de la Conférence générale suivant celle au cours de laquelle ils ont été élus et le mandat d'un second tiers des membres désignés en même temps, se terminera à la fin de la deuxième session de la Conférence générale suivant celle au cours de laquelle ils ont été élus. Les noms de ces membres seront tirés au sort par le Président de la Conférence générale après la première élection.

3. Les États membres du Comité choisissent pour le représenter des personnes qualifiées dans le domaine du patrimoine culturel ou du patrimoine naturel.

Article 10

1. Le Comité du patrimoine mondial adopte son règlement intérieur.

2. Le Comité peut à tout moment inviter à ses réunions des organismes publics ou privés, ainsi que des personnes privées, pour les consulter sur des questions particulières.

3. Le Comité peut créer les organes consultatifs qu'il estime nécessaires à l'exécution de sa tâche.

Article 11

1. Chacun des États parties à la présente Convention soumet, dans toute la mesure du possible, au Comité du patrimoine mondial un inventaire des biens du patrimoine culturel et naturel situés sur son territoire et susceptibles d'être inscrits sur la liste prévue au paragraphe 2 du présent article. Cet inventaire, qui n'est pas considéré comme exhaustif, doit comporter une documentation sur le lieu des biens en question et sur l'intérêt qu'ils présentent.

2. Sur la base des inventaires soumis par les États en exécution du paragraphe 1 ci-dessus, le Comité établit, met à jour et diffuse, sous le nom de «liste du patrimoine mondial», une liste des biens du patrimoine culturel et du patrimoine naturel, tels qu'ils sont définis aux articles 1 et 2 de la présente Convention, qu'il considère comme ayant une valeur universelle exceptionnelle en application des critères qu'il aura établis. Une mise à jour de la liste doit être diffusée au moins tous les deux ans.

3. L'inscription d'un bien sur la liste du patrimoine mondial ne peut se faire qu'avec le consentement de l'État intéressé. L'inscription d'un bien situé sur un territoire faisant l'objet de revendication de souveraineté ou de juridiction de la part de plusieurs États ne préjuge en rien les droits des parties au différend.

4. Le Comité établit, met à jour et diffuse, chaque fois que les circonstances l'exigent, sous le nom de «liste du patrimoine mondial en péril», une liste des biens figurant sur la liste du patrimoine mondial pour la sauvegarde desquels de grands travaux sont nécessaires et pour lesquels une assistance a été demandée aux termes de la présente Convention. Cette liste contient une estimation du coût des opérations. Ne peuvent figurer sur cette liste que des biens du patrimoine culturel et naturel qui sont menacés de dangers graves et précis, tels que menace de disparition due à une dégradation accélérée, projets de grands travaux publics ou privés, rapide développement urbain et touristique, destruction due à des changements d'utilisation ou de propriété de la terre, altérations profonds dues à une cause inconnue, abandon pour des raisons quelconques, conflit armé venant ou menaçant d'éclater, calamités et cataclysmes, grands incendies, séismes, glissements de terrain, éruptions volcaniques, modification du niveau des eaux, inondations, raz de marée.

Le Comité peut, à tout moment, en cas d'urgence, procéder à une nouvelle inscription sur la liste du patrimoine mondial en péril et donner à cette inscription une diffusion immédiate.

5. Le Comité définit les critères sur la base desquels un bien patrimoine culturel et naturel peut être inscrit dans l'une ou l'autre des listes visées aux paragraphes 2 et 4 du présent article.

6. Avant de refuser une demande d'inscription sur l'une des deux listes visées aux paragraphes 2 et 4 du présent article, le Comité consulte l'État partie sur le territoire duquel est situé le bien du patrimoine culturel ou naturel dont il s'agit.

7. Le Comité, avec l'accord des États intéressés, coordonne et encourage les études et les recherches nécessaires à la constitution des listes visées aux paragraphes 2 et 4 du présent article.

Article 12

Le fait qu'un bien du patrimoine culturel et naturel n'ait pas été inscrit sur l'une ou l'autre des deux listes visées aux paragraphes 2 et 4 de l'article 11 ne saurait en aucune manière signifier qu'il n'a pas une valeur universelle exceptionnelle à des fins autres que celles résultant de l'inscription sur ces listes.

Article 13

1. Le Comité du patrimoine mondial reçoit et étudie les demandes d'assistance internationale formulées par les États parties à la présente Convention en ce qui

concerne des biens du patrimoine culturel et naturel situés sur leur territoire, qui figurent ou sont susceptibles de figurer sur les listes visées aux paragraphes 2 et 4 de l'article 11. Ces demandes peuvent avoir pour objet la protection, la conservation, la mise en valeur ou la réanimation de ces biens.

2. Les demandes d'assistance internationale en application du paragraphe 1 du présent article peuvent aussi avoir pour objet l'identification de biens du patrimoine culturel et naturel défini aux articles 1 et 2, lorsque des recherches préliminaires ont permis d'établir que ces dernières méritaient d'être poursuivies.

3. Le Comité décide de la suite à donner à ces demandes, détermine, le cas échéant, la nature et l'importance de son aide et autorise la conclusion, en son nom, des arrangements nécessaires avec le gouvernement intéressé.

4. Le Comité fixe un ordre de priorité pour ses interventions. Il le fait en tenant compte de l'importance respective des biens à sauvegarder pour le patrimoine mondial culturel et naturel, de la nécessité d'assurer l'assistance internationale aux biens les plus représentatifs de la nature ou du génie et de l'histoire des peuples du monde et de l'urgence des travaux à entreprendre, de l'importance des ressources des États sur le territoire desquels se trouvent les biens menacés et en particulier de la mesure dans laquelle ils pourraient assurer la sauvegarde de ces biens par leurs propres moyens.

5. Le Comité établit, met à jour et diffuse une liste des biens pour lesquels une assistance internationale a été fournie.

6. Le Comité décide de l'utilisation des ressources du Fonds créé aux termes de l'article 15 de la présente Convention. Il recherche les moyens d'en augmenter les ressources et prend toutes mesures utiles à cet effet.

7. Le Comité coopère avec les organisations internationales et nationales gouvernementales et non gouvernementales, ayant des objectifs similaires à ceux de la présente Convention. Pour la mise en œuvre de ses programmes et l'exécution de ses projets, le Comité peut faire appel à ces organisations, en particulier au Centre international d'études pour la conservation et la restauration des biens culturels (Centre de Rome), au Conseil international des monuments et des sites (ICOMOS) et à l'Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources (UICN), ainsi qu'à d'autres organismes publics ou privés et à des personnes privées.

8. Les décisions du Comité sont prises à la majorité des deux tiers des membres présents et votants. Le quorum est constitué par la majorité des membres du Comité.

Article 14

1. Le Comité du patrimoine mondial est assisté par un secrétariat nommé par le Directeur de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

2. Le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, utilisant le plus possible les services du Centre international d'études pour la conservation et la restauration des biens culturels (Centre de Rome), du Conseil international des monuments et des sites (ICOMOS), et de l'Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources (UICN), dans les domaines de leurs compé-

tences et de leurs possibilités respectives, prépare la documentation du Comité, l'ordre du jour de ses réunions et assure l'exécution de ses décisions.

IV. Fonds pour la protection du patrimoine mondial culturel et naturel

Article 15

1. Il est créé un fonds pour la protection du patrimoine mondial culturel et naturel de valeur universelle exceptionnelle, dénommé «le Fonds du patrimoine mondial».

2. Le Fonds est constitué en fonds de dépôt, conformément aux dispositions du règlement financier de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

3. Les ressources du Fonds sont constituées par:

a. Les contributions obligatoires et les contributions volontaires des États parties à la présente Convention;

b. Les versements, dons ou legs que pourront faire:

(i) D'autres États,

(ii) L'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, les autres organisations du système des Nations Unies, notamment le Programme de développement des Nations Unies et d'autres organisations intergouvernementales,

(iii) Des organismes publics ou des personnes privées;

c. Tout intérêt dû sur les ressources du Fonds;

d. Le produit des collectes et les recettes des manifestations organisées au profit du Fonds et

e. Toutes autres ressources autorisées par le règlement qu'élaborera le Comité du patrimoine mondial.

4. Les contributions au Fonds et les autres formes d'assistance fournies au Comité ne peuvent être affectées qu'aux fins définies par lui. Le Comité peut accepter des contributions ne devant être affectées qu'à un certain programme ou à un projet particulier, à la condition que la mise en œuvre de ce programme ou l'exécution de ce projet ait été décidée par le Comité. Les contributions au Fonds ne peuvent être assorties d'aucune condition politique.

Article 16

1. Sans préjudice de toute contribution volontaire complémentaire, les États parties à la présente Convention s'engagent à verser régulièrement, tous les deux ans, au Fonds du patrimoine mondial des contributions dont le montant, calculé selon un pourcentage uniforme applicable à tous les États, sera décidé par l'assemblée générale des États parties à la Convention, réunis au cours de sessions de la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture. Cette décision de l'assemblée générale requiert la majorité des États parties présents et votants qui n'ont pas fait la déclaration visée au paragraphe 2 du présent article. En aucun cas, la contribution obligatoire des États parties à la Convention ne pourra dépasser 1% de sa contribution au budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

2. Toutefois, tout État visé à l'article 31 ou à l'article 32 de la présente Convention peut au moment du dépôt de ses instruments de ratification, d'acceptation ou d'adhésion, déclarer qu'il ne sera pas lié par les dispositions du paragraphe 1 du présent article.

3. Un État partie à la Convention ayant fait la déclaration visée au paragraphe 2 du présent article, peut à tout moment retirer ladite déclaration moyennant notification au Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture. Toutefois, le retrait de la déclaration n'aura d'effet sur la contribution obligatoire due par ce État qu'à partir de la date de l'assemblée générale des États parties qui suivra.

4. Afin que le Comité soit en mesure de prévoir ses opérations d'une manière efficace, les contributions des États parties à la présente Convention, ayant fait la déclaration visée au paragraphe 2 du présent article, doivent être versées sur une base régulière, au moins tous les deux ans, et ne devraient pas être inférieures aux contributions qu'ils auraient dû verser s'ils avaient été liés par les dispositions du paragraphe 1 du présent article.

5. Tout État partie à la Convention qui est en retard dans le paiement de sa contribution obligatoire ou volontaire en ce qui concerne l'année en cours et l'année civile qui l'a immédiatement précédée, n'est pas éligible au Comité du patrimoine mondial, cette disposition ne s'appliquant pas lors de la première élection. Le mandat, d'un tel État qui est déjà membre du Comité prendra fin au moment de toute élection prévue à l'article 9, paragraphe 1, de la présente Convention.

Article 17

Les États parties à la présente Convention envisagent ou favorisent la création de fondations ou d'associations nationales publiques et privées ayant pour but d'encourager les libéralités en faveur de la protection du patrimoine culturel et naturel défini aux articles 1 et 2 de la présente Convention.

Article 18

Les États parties à la présente Convention prêtent leur concours aux campagnes internationales de collecte qui sont organisées au profit du Fonds du patrimoine mondial sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture. Ils facilitent les collectes faites à ces fins par des organismes mentionnés au paragraphe 3, article 15.

V. Conditions et modalités de l'assistance internationale

Article 19

Tout État partie à la présente Convention prêtent mander une assistance internationale en faveur de biens du patrimoine culturel ou naturel de valeur universelle exceptionnelle situés sur son territoire. Il doit joindre à sa demande les éléments d'information et les documents prévus à l'article 21 dont il dispose et dont le Comité a besoin pour prendre sa décision.

Article 20

Sous réserve des dispositions du paragraphe 2 de l'article 13, de l'alinéa c de l'article 22, et de l'article 23, l'assistance internationale prévue par la présente Conven-

tion ne peut être accordée qu'à des biens du patrimoine culturel et naturel que le Comité du patrimoine mondial a décidé ou décide de faire figurer sur l'une des listes visées aux paragraphes 2 et 4 de l'article 11.

Article 21

1. Le Comité du patrimoine mondial définit la procédure d'examen des demandes d'assistance internationale qu'il est appelé à fournir et précise notamment les éléments qui doivent figurer dans la demande, laquelle doit décrire l'opération envisagée, les travaux nécessaires, une estimation de leur coût, leur urgence et les raisons pour lesquelles les ressources de l'État demandeur ne lui permettent pas de faire face à la totalité de la dépense. Les demandes doivent, chaque fois que possible, s'appuyer sur l'avis d'experts.

2. En raison des travaux qu'il peut y avoir lieu d'entreprendre sans délai, les demandes fondées sur des calamités naturelles ou des catastrophes doivent être examinées d'urgence et en priorité par le Comité, qui doit disposer d'un fonds de réserve servant à de telles éventualités.

3. Avant de prendre une décision, le Comité procède aux études et aux consultations qu'il juge nécessaires.

Article 22

L'assistance accordée par le Comité du patrimoine mondial peut prendre les formes suivantes:

- a. Études sur les problèmes artistiques, scientifiques et techniques que posent la protection, la conservation, la mise en valeur et la réanimation du patrimoine culturel et naturel, tel qu'il est défini aux paragraphes 2 et 4 de l'article 11 de la présente Convention;
- b. Mise à la disposition d'experts, de techniciens et de main-d'œuvre qualifiée pour veiller à la bonne exécution du projet approuvé;
- c. Formation de spécialistes de tout niveaux dans le domaine de l'identification, de la protection, de la conservation, de la mise en valeur et de la réanimation du patrimoine culturel et naturel;
- d. Fourniture de l'équipement que l'État intéressé ne possède pas ou n'est pas en mesure d'acquérir;
- e. Prêts à faible intérêt, ou qui pourraient être remboursés à long terme;
- f. Octroi, dans des cas exceptionnels et spécialement motivés, de subventions non remboursables.

Article 23

Le Comité du patrimoine mondial peut également fournir une assistance internationale à des centres nationaux ou régionaux de formation de spécialistes de tous niveaux dans le domaine de l'identification, de la protection, de la conservation, de la mise en valeur et de la réanimation du patrimoine culturel et naturel.

Article 24

Une assistance internationale très importante ne peut être accordée qu'après une étude scientifique, économique et technique détaillée. Cette étude doit faire appel

aux techniques les plus avancées de protection, de conservation, de mise en valeur et de réanimation du patrimoine culturel et naturel et correspondre aux objectifs de la présente Convention. L'étude doit aussi rechercher les moyens d'employer rationnellement les ressources disponibles dans l'État intéressé.

Article 25

Le financement des travaux nécessaires ne doit, en principe, incomber que partiellement à la communauté internationale. La participation de l'État qui bénéficie de l'assistance internationale doit constituer une part substantielle des ressources apportées à chaque programme ou projet, sauf si ses ressources ne le lui permettent pas.

Article 26

Le Comité du patrimoine mondial et l'État bénéficiaire définissent dans l'accord qu'ils concluent les conditions dans lesquelles sera exécuté un programme ou projet pour lequel est fournie une assistance internationale au titre de la présente Convention. Il incombe à l'État qui reçoit cette assistance internationale de continuer à protéger, conserver et mettre en valeur les biens ainsi sauvegardés, conformément aux conditions définies dans l'accord.

VI. Programmes éducatifs

Article 27

1. Les États parties à la présente Convention s'efforcent par tous les moyens appropriés, notamment par des programmes d'éducation et d'information, de renforcer le respect et l'attachement de leurs peuples au patrimoine culturel et naturel défini aux articles 1 et 2 de la Convention.

2. Ils s'engagent à informer largement le public des menaces qui pèsent sur ce patrimoine et des activités entreprises en application de la présente Convention.

Article 28

Les États parties à la présente Convention qui reçoivent une assistance internationale en application de la Convention prennent les mesures nécessaires pour faire connaître l'importance des biens qui ont fait l'objet de cette assistance et le rôle que cette dernière a joué.

VII. Rapports

Article 29

1. Les États parties à la présente Convention indiquent dans les rapports qu'ils présenteront à la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture aux dates et sous la forme qu'elle déterminera, les dispositions législatives et réglementaires et les autres mesures qu'ils auront adoptées pour l'application de la Convention, ainsi que l'expérience qu'ils auront acquise dans ce domaine.

2. Ces rapports seront portés à la connaissance du Comité du patrimoine mondial.

3. Le Comité présente un rapport sur ses activités à chacune des sessions ordinaires de la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

VIII. Clauses finales

Article 30

La présente Convention est établie en anglais, en arabe, en espagnol, en français et russe, les cinq textes faisant également foi.

Article 31

1. La présente Convention sera soumise à la ratification ou à l'acceptation des États membres de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, conformément à leurs procédures constitutionnelles respectives.

2. Les instruments de ratification ou d'acceptation seront déposés auprès du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

Article 32

La présente Convention est ouverte à l'adhésion de tout État non membre de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, invité à y adhérer par la Conférence générale de l'Organisation.

2. L'adhésion se fera par le dépôt d'un instrument d'adhésion auprès du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

Article 33

La présente Convention entrera en vigueur trois mois après la date du dépôt du vingtième instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion mais uniquement à l'égard des États qui auront déposé leurs instruments respectifs de ratification, d'acceptation ou d'adhésion à cette date ou antérieurement. Elle entrera en vigueur pour chaque autre État trois mois après le dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion.

Article 34

Les dispositions ci-après s'appliquent aux États parties à la présente Convention ayant un système constitutionnel fédératif ou non unitaire:

a. En ce qui concerne les dispositions de cette Convention dont la mise en œuvre relève de l'action législative du pouvoir législatif fédéral ou central, les obligations du gouvernement fédéral ou central seront les mêmes que celles des États fédératifs;

b. En ce qui concerne les dispositions de cette Convention dont l'application relève de l'action législative de chacun des États, pays, provinces ou cantons constituants, qui ne sont pas en vertu du système constitutionnel de la fédération tenus à prendre des mesures législatives, le gouvernement fédéral portera, avec son avis favorable, lesdites dispositions à la connaissance des autorités compétentes des États, pays provinces ou cantons.

Article 35

1. Chacun des États parties à la présente Convention aura la faculté de dénoncer la Convention.

2. La dénonciation sera notifiée par un instrument écrit déposé auprès du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

3. La dénonciation prendra effet 12 mois après réception de l'instrument de dénonciation. Elle ne modifiera en rien les obligations financières à assumer par l'État dénonciateur jusqu'à la date à laquelle le retrait prendra effet.

Article 36

Le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture informera les États membres de l'Organisation, les États non membres visés à l'article 32, ainsi que l'Organisation des Nations Unies, du dépôt de tous les instruments de ratification, d'acceptation ou d'adhésion mentionnés aux articles 31 et 32, de même que des dénonciations prévues à l'article 35.

Article 37

1. La présente Convention pourra être révisée par la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture. La révision ne liera cependant que les États qui deviendront parties à la convention portant révision.

2. Au cas où la Conférence générale adopterait une nouvelle convention portant révision totale ou partielle de la présente Convention et à moins que la nouvelle convention n'en dispose autrement, la présente Convention cesserait d'être ouverte à la ratification, à l'acceptation ou à l'adhésion, à partir de la date d'entrée en vigueur de la nouvelle convention portant révision.

Article 38

Conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies, la présente Convention sera enregistrée au Secrétariat des Nations Unies à la requête du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

Fait à Paris, ce vingt-troisième jour de novembre 1972, en deux exemplaires authentiques portant la signature du Président de la Conférence générale, réunie en sa dix-septième session, et du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, qui seront déposés dans les archives de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, et dont les copies certifiées conformes seront remises à tous les États visés aux articles 31 et 32 ainsi qu'à l'Organisation des Nations Unies.

Le texte qui précède est le texte authentique de la Convention dûment adoptée par la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture à sa dix-septième session, qui s'est tenue à Paris et qui a été déclarée close le vingt et unième jour de novembre 1972.

EN FOI DE QUOI ont apposé leurs signatures, ce vingt-troisième jour de novembre 1972.

Le Président de la Conférence générale

Le Directeur général

Convenção relativa a protecção do património mundial cultural e natural

Adoptada pela Conferência geral da UNESCO na sua 17.ª Sessão, Paris, 16 de Novembro de 1972

A Conferência Geral da Organização das Nações Unidas para a educação, ciência e cultura reunida em Paris de 17 de Outubro a 21 de Novembro de 1972, na sua 17.ª sessão.

Constatando que o património cultural e o património natural estão cada vez mais ameaçados de destruição não só pelas causas tradicionais de degradação mas também pela evolução da vida social e económica que os agrava pelos fenómenos de mudança ou destruição ainda mais temíveis.

Considerando que a degradação ou o desaparecimento dum bem do património cultural e natural constitui um empobrecimento nefasto do património de todos os povos do mundo.

Considerando que a protecção desse património à escala nacional fica muitas vezes incompleta em virtude da aptidão dos meios que ela necessita e da insuficiência dos recursos económicos, científicos e técnicos do país em cujo território se encontra o bem a salvar.

Lembrando que o Acto constitutivo da Organização prevê que ela contribuirá para a manutenção, progresso e difusão do saber ao zelar pela conservação e protecção do património universal e ao recomendar aos povos interessados convenções internacionais para este fim.

Considerando que as convenções, recomendações e resoluções internacionais existentes a favor dos bens culturais e nacionais demonstram a importância que representa, para todos os povos do mundo, a salvaguarda desses bens únicos e insubstituíveis para qualquer povo a que pertençam.

Considerando que determinados bens do património cultural e natural representam um interesse excepcional que requer a sua preservação enquanto elemento do património mundial da humanidade inteiro.

Considerando que perante a ampliação e a gravidade dos perigos novos que os ameaçam compete a toda a colectividade internacional participando na protecção do património cultural e natural de elevado valor universal através da concessão de uma assistência colectiva que se substitua à acção do Estado interessado completa-la-á eficazmente.

Considerando que é indispensável adoptar para o efeito novas disposições convencionais que estabelecem um sistema eficaz de protecção colectiva do património cultural e natural de elevado valor universal organizado de uma forma permanente e seguindo os métodos científicos e modernos.

Após ter decidido aquando da sua 16.ª sessão que esta questão constituiria o objecto de uma Convenção internacional.

Adopta a presente Convenção aos 16 dias do mês de Novembro de 1972.

I. Definições do património cultural e natural

Artigo primeiro

Para fins da presente Convenção são considerados como «património cultural»:

Os monumentos: obras arquitecturais, de escultura ou de pintura monumentais, elementos ou estruturas de carácter arqueológicos, inscrições, grutas e grupos de elementos, que têm um elevado valor universal do ponto de vista da história, da arte ou da ciência.

Os conjuntos: grupos de construções isoladas ou reunidas, que, em virtude da sua arquitectura, sua unidade, ou sua integração na paisagem, tem um elevado valor universal do ponto de vista da história, da arte ou da ciência.

As paisagens: obras do homem ou obras conjugadas do homem e da natureza, assim como as zonas incluindo as paisagens arqueológicas que têm um elevado valor universal do ponto de vista histórico, estético, etnológico ou antropológico.

Artigo 2.º

Para fins da presente Convenção são considerados como «património natural»:

Os monumentos naturais constituídos pelas formações físicas e biológicas ou pelos grupos das referidas formações que têm um elevado valor universal do ponto de vista estético ou científico.

As formações geológicas e fisiográficas e as zonas estritamente delimitadas que constituem o habitat das espécies animal e vegetal ameaçadas, que tem um elevado valor universal do ponto de vista da ciência ou da conservação.

As paisagens naturais ou as zonas naturais estritamente delimitadas, que tem um elevado valor universal do ponto de vista da ciência, da conservação ou da beleza natural.

Artigo 3.º

Compete a cada Estado parte da presente Convenção identificar e delimitar os diferentes bens situados no seu território e referidos nos artigos 1 e 2 acima.

II. Protecção nacional e protecção internacional do património cultural e natural

Artigo 4.º

Cada um dos Estados partes da presente Convenção reconhece que lhe compete em primeiro lugar a obrigação de assegurar a identificação, a protecção, a conservação, a exploração e a transmissão às gerações futuras do património cultural e natural referido nos artigos 1 e 2 e situado no seu território. Esforçar-se por agir até ao máximo dos seus recursos disponíveis como, em caso de necessidade, por meio da ajuda e da cooperação internacionais, de que poderá beneficiar, nomeadamente nos planos financeiro, artístico, científico e técnico.

Artigo 5.º

A fim de assegurar uma protecção e uma conservação tão eficazes e uma exploração tão activa quanto possível do património cultural e natural situado no seu território e nas condições adequadas a cada país, os Estados partes da presente Convenção esforçar-se-ão na medida do possível:

- Adoptar uma política geral que visa atribuir uma função ao património cultural e natural na vida colectiva, e integrar a protecção desse património nos programas de planificação geral;
- Instituir no seu território, onde não existam, um ou vários serviços de protecção, conservação e exploração do património cultural e natural.

dotados de um pessoal adequado, e dispondo dos meios que lhe permitem realizar as tarefas que lhe competem;

- c) Desenvolver os estudos e as investigações científicas e técnicas e aperfeiçoar os métodos de intervenção que permitem a um Estado enfrentar os perigos que ameaçam o seu património cultural ou natural;
- d) Tomar as medidas jurídicas, científicas, técnicas, administrativas e financeiras adequadas para a identificação, a protecção, a conservação, a exploração e a renovação desse património; e
- e) Desenvolver os estudos e as investigações científicas nacionais ou regionais de formação no domínio da protecção, da conservação e da valorização do património cultural e natural e encorajar a investigação científica nesse domínio.

Artigo 6.º

1. Respeitando plenamente a soberania dos Estados em cujo território se situa o património cultural e natural referido nos artigos 1 e 2, e sem prejuízo dos direitos reais previstos pela legislação nacional sobre o dito património, os Estados partes da presente Convenção reconhecem que constitui um património universal para a protecção do qual toda a comunidade internacional tem o dever de cooperar.

2. Os Estados partes comprometem-se em conformidade e de acordo com as disposições da presente Convenção, a contribuir para a identificação, a protecção, a conservação e a valorização do património cultural e nacional referido nos parágrafos 2 e 4 do artigo 11, se o Estado em cujo território se situa o exigir.

3. Cada um dos Estados partes da presente Convenção compromete-se a não tomar deliberadamente nenhuma medida susceptível de danificar directa ou indirectamente o património cultural e natural referido nos artigos 1 e 2 que se situa no território de outros Estados partes desta Convenção.

Artigo 7.º

Para fins da presente Convenção, a protecção internacional do património mundial cultural e natural significa a realização de um sistema de cooperação e ajuda internacional visando auxiliar os Estados partes da Convenção nos esforços que empreendem para a preservação e identificação desse património.

III. Comité intergovernamental da protecção do património mundial cultural e natural

Artigo 8.º

1. É insstituído junto da Organização das Nações Unidas para a educação, ciência e cultura, um Comité intergovernamental da protecção do património cultural e natural de elevado valor universal denominado «o Comité do património mundial».

Compõe-se de 15 Estados partes da Convenção, eleitos pelos Estados partes da Convenção reunidos em assembleia geral no decorrer das sessões ordinárias da conferência geral da Organização das Nações Unidas para a educa-

ção, ciência e cultura. O número dos Estados membros do Comité será elevado a 21 a partir da sessão ordinária da Conferência geral que seguirá a entrada em vigor da presente Convenção para pelo menos 40 Estados.

2. A eleição dos membros do Comité deve assegurar uma representação equitativa das diferentes regiões e culturas do mundo.

3. Assistem às sessões do Comité com voto consultivo um representante do Centro internacional de estudo para a conservação e restauração dos bens culturais (Centro de Roma), um representante do Conselho internacional dos monumentos e das paisagens (ICOMOS), e um representante da União internacional para a conservação da natureza e dos seus recursos (UICN), aos quais podem se acrescentar, a pedido dos Estados partes reunidos em assembleia geral no decorrer das sessões ordinárias da Conferência geral da Organização das Nações Unidas para a educação, ciência e cultura, representantes de outras organizações intergovernamentais e não governamentais que tenham objectivos semelhantes.

Artigo 9.º

1. Os Estados membros do Comité do património mundial exercem o seu mandato desde o termo da sessão ordinária da Conferência geral durante a qual foram eleitos até o fim da sua terceira sessão ordinária subsequente.

2. Contudo, o mandato de um terço dos membros designados por ocasião da primeira eleição terminará no fim da primeira sessão ordinária da Conferência geral a seguir aquele em que foram eleitos e o mandato de dois terços dos membros designados ao mesmo tempo, terminará no fim da segunda sessão ordinária da Conferência geral a seguir aquela em que foram eleitos. Os nomes desses membros serão tirados à sorte pelo Presidente da Conferência geral após a primeira eleição.

3. Os Estados membros do Comité escolhem para os representar pessoas qualificadas no domínio do património cultural ou do património natural.

Artigo 10.º

1. O Comité do património mundial adopta o seu regulamento interno.

2. O Comité pode a todo o momento convidar para as suas reuniões organismos públicos ou privados, assim como pessoas privadas, para consultar sobre questões particulares.

3. O Comité pode criar os órgãos consultivos que considerar necessários à execução da sua tarefa.

Artigo 11.º

1. Cada um dos Estados partes da presente Convenção submete, na medida do possível, ao Comité do património mundial um inventário dos bens do património cultural e natural situados no seu território e susceptíveis de ser inscritos na lista prevista no parágrafo 2.º do presente artigo. Este inventário, que não é considerado exaustivo, deve conter uma documentação sobre o local dos bens em questão e sobre o interesse que representam.

2. Na base dos inventários submetidos pelo Estado na execução do parágrafo 1 acima, o Comité estabelece, publica e divulga com o nome de lista do património mundial», uma lista dos bens do património cultural e do património natural, de acordo com as definições nos artigos 1 e 2 da presente Convenção, que ele considera como tendo um elevado valor universal na aplicação dos critérios que terá estabelecido. Uma publicação da lista deve ser divulgada pelo menos de dois em dois anos.

3. A inscrição de um bem na lista do património mundial não se pode fazer sem o consentimento do Estado interessado. A inscrição de um bem situado num território que constitui o objecto de reivindicação de soberania ou de jurisdição da parte de vários Estados não prejudica em nada os direitos das partes no diferendo.

4. O Comité estabelece, publica e divulga, todas as vezes que as circunstâncias o exigirem, com o nome de lista do património mundial em perigo», uma lista dos bens que figuram na lista do património mundial para cuja salvaguarda são necessários grandes trabalhos e para os quais foi solicitada uma ajuda nos termos da presente Convenção. Esta lista contém uma avaliação do custo das operações. Só podem figurar nesta lista bens do património cultural e natural que se encontram ameaçados de perigos graves e precisos, tais como a ameaça de desaparecimento devido a uma degradação acelerada, projectos de grandes obras públicas ou privadas, rápido desenvolvimento urbano e turístico, destruição devido as mudanças de utilização ou de propriedade da terra, alterações profundas em virtude de uma causa desconhecida, abandono por quaisquer razões, conflitos armado que acaba de ou ameaça rebentar, calamidades e cataclismos, grandes incêndios, sismos, desabamentos de terreno, erupções vulcânicas, modificação do nível das águas, inundações, calama. O Comité pode, a todo o momento, em caso de urgência; proceder a uma nova inscrição na lista do património mundial em perigo e dar a esta inscrição uma divulgação imediata.

5. O Comité definiu os critérios segundo os quais um bem do património cultural e natural pode ser inscrito em qualquer das listas referidas nos parágrafos 2 e 4 do presente artigo.

6. Antes de recusar um pedido de inscrição numa das duas listas referidas nos parágrafos 2.º e 4.º do presente artigo, o Comité consulta o Estado parte em cujo território se situa o bem do património cultural ou natural de que se trata.

7. O Comité, com o acordo dos Estados interessados coordena e encoraja os estudos e as pesquisas necessárias à constituição das listas referidas nos parágrafos 2.º e 4.º do presente artigo.

Artigo 12.º

Se um bem do património cultural e natural não estiver inscrito numa ou noutra das duas listas referidas nos parágrafos 2.º e 4.º do artigo 11.º, não poderia significar de modo algum que não tem um elevado valor universal para fins diferentes dos que resultam da inscrição nessas listas.

Artigo 13.º

1. O Comité do património mundial recebe e analisa os pedidos de assistência internacional formulados pelos Estados partes na presente Convenção no que respeita

aos bens do património cultural e natural situados no seu território, que figuram ou são susceptíveis de figurar nas listas referidas nos parágrafos 2.º e 4.º do artigo 11.º. Esses pedidos podem ter como objecto a protecção, a conservação, a exploração ou a restauração desses bens.

2. Os pedidos de ajuda internacional em conformidade com o parágrafo 1.º do presente artigo podem também ter como objecto a identificação de bens do património cultural e natural definido nos artigos 1.º e 2.º, quando as investigações preliminares determinarem que merecem ser prosseguidas.

3. O Comité decide da sequência a dar a esses pedidos, determina, em caso de necessidade, a natureza e a importância da sua ajuda e autoriza a conclusão, em seu nome, das disposições necessárias com o governo interessado.

4. O Comité fixa uma ordem de prioridade para as suas intervenções. Fê-lo tendo em conta a importância respectiva dos bens a salvaguardar para o património mundial cultural e natural, a necessidade de assegurar a ajuda internacional aos bens mais representativos da natureza ou do génio e da história dos povos do mundo e da urgência dos trabalhos a realizar, a importância dos recursos dos Estados em cujo território se encontram os bens ameaçados e em particular na medida em que poderiam assegurar a salvaguarda desses bens pelos seus próprios meios.

5. O Comité estabelece, publica e divulga uma lista dos bens aos quais se concedeu uma ajuda internacional.

6. O Comité decide da utilização dos recursos do Fundo criado nos termos do artigo 15.º da presente Convenção. Procura os meios para aumentar os recursos e toma todas as medidas úteis para o efeito.

7. O Comité coopera com as organizações internacionais e nacionais, governamentais e não-governamentais, tendo objectivos semelhantes aos da presente Convenção. Para a realização dos seus programas e a execução dos seus projectos, o Comité pode fazer apelo a estas organizações, em particular ao Centro internacional de estudos para a conservação e a restauração dos bens culturais (Centro de Roma), ao Conselho internacional dos monumentos e das paisagens (ICOMOS) e a União internacional para a conservação da natureza e dos seus recursos (IUCN), assim como outros organismos públicos ou privados e as pessoas privadas.

8. As decisões do Comité são tomadas pela maioria de dois terços dos membros presentes e votantes. O quorum é constituído pela maioria dos membros do Comité.

Artigo 14.º

1. O Comité do património mundial é assistido por um secretariado nomeado pelo Director-Geral da Organização das Nações Unidas para a educação, ciência e cultura.

2. O Director-Geral da Organização das Nações Unidas para a educação, ciência e cultura, utilizando o máximo possível os serviços do Centro internacional de estudos para a conservação e a restauração dos bens culturais (Centro de Roma), do Conselho internacional dos monumentos e das paisagens (ICOMOS) e da União internacional para a conservação da natureza e dos seus

recursos (UICN), nos domínios das suas competências e das suas possibilidades respectivas, prepara a documentação do Comité, a ordem do dia das suas reuniões e assegura a execução das suas decisões.

IV. Fundo para a protecção do património mundial cultural e natural

Artigo 15.º

1. É criado um fundo para a protecção do património mundial cultural e natural de elevado valor universal, denominado «o Fundo do património mundial».

2. O Fundo é constituído em fundo de depósito, em conformidade com as disposições do regulamento financeiro da Organização das Nações Unidas para a educação, ciência e cultura.

3. Os recursos do Fundo são constituídos por:

a) As contribuições obrigatórias e as contribuições voluntárias dos Estados partes da presente Convenção;

b) As transferências, dádivas e legados que poderão fazer:

(i) Outros Estados;

(ii) A Organização das Nações Unidas para a educação, ciência e cultura, as outras organizações do sistema das Nações Unidas, nomeadamente o Programa de desenvolvimento das Nações Unidas e outras organizações intergovernamentais;

(iii) Organismos públicos ou privados ou pessoas privadas;

c) Todo o juro devido sobre os recursos do Fundo;

d) O produto das colectas e as receitas das manifestações organizadas em benefício do Fundo e,

e) Todos os outros recursos autorizados pelo regulamento que elaborará o Comité do património mundial.

4. As contribuições ao Fundo e as outras formas de assistência concedidas ao Comité só podem ser destinadas aos fins definidos por ele. O Comité pode aceitar contribuições que só devem ser destinadas a um determinado programa ou a um projecto particular, desde que a realização desse programa ou a execução desse projecto tenha sido decidida pelo Comité. As contribuições ao Fundo não podem ser sujeitas a nenhuma condição política.

Artigo 16.º

1. Sem prejuízo de toda a contribuição voluntária complementar, os Estados partes da presente Convenção comprometem-se a pagar regularmente, de dois em dois anos, ao Fundo do património mundial contribuições cujo montante, calculado segundo uma percentagem uniforme aplicável a todos os Estados, será decidido pela assembleia geral dos Estados partes da Convenção, reunidos no decurso das sessões da Conferência geral da Organização das Nações Unidas para a educação, a ciência e a cultura. Esta decisão da assembleia geral requer a maioria dos Estados partes presentes e votantes que não fizeram a declaração referida no parágrafo 2 do presente artigo. Em nenhum caso a contribuição obrigatória dos

Estados partes da Convenção poderá ultrapassar 1% da sua contribuição ao orçamento ordinário da Organização das Nações Unidas para a educação, ciência e cultura.

2. Todavia, todo o Estado referido no artigo 31 ou no artigo 32 da presente Convenção pode, no momento de depósito dos seus instrumentos de ratificação, aceitação ou adesão, declarar que não será abrangido pelas disposições do parágrafo 1 do presente artigo.

3. Um Estado parte da Convenção que tenha feito a declaração referida no parágrafo 2 do presente artigo pode em qualquer momento retirar a dita declaração mediante notificação do director-geral da Organização das Nações Unidas para a educação, ciência e cultura. Entretanto, a retirada da declaração só terá efeito sobre a contribuição obrigatória devida por esse Estado senão a partir da data da assembleia geral seguinte dos Estados partes.

4. Para que o Comité esteja em condições de prever as suas operações de uma maneira eficaz, as contribuições dos Estados partes da presente Convenção, que fizeram a declaração referida no parágrafo 2 do presente artigo, devem ser pagas regularmente, pelo menos em cada dois anos, e não deveriam ser inferiores às contribuições que poderiam pagar se tivessem sido abrangidos pelas disposições do parágrafo 1 do presente artigo.

5. Todo o Estado parte da Convenção que estiver em atraso no pagamento da sua contribuição obrigatória ou voluntária no que respeita ao ano em curso e o ano civil imediatamente precedente, não é elegível ao Comité do património mundial, não se aplicando esta disposição por ocasião da primeira eleição. O mandato de um tal Estado que já é membro do Comité terminará no momento de toda a eleição prevista no artigo 8, parágrafo 1, da presente Convenção.

Artigo 17.º

Os Estados partes da presente Convenção consideram ou favorecem a criação de fundações ou associações nacionais públicas e privadas que têm por objectivo encorajar as liberdades a favor da protecção do património cultural e natural definido nos artigos 1.º e 2.º da presente Convenção.

Artigo 18.º

Os Estados partes da presente Convenção contribuem para as campanhas internacionais de angariação que são organizadas em benefício do Fundo do património mundial sob os auspícios da Organização das Nações Unidas para a educação, ciência e cultura. Facilitam as recolhas feitas para o efeito pelos organismos mencionados no parágrafo 3.º, artigo 15.º.

V. Condições e modalidades da ajuda internacional

Artigo 19.º

Todo Estado parte da presente Convenção pode solicitar uma ajuda internacional a favor dos bens do património cultural ou natural de excepcional universal situados no seu território. Deve juntar ao seu pedido os elementos de informação e os documentos previstos no artigo 21.º de que dispõe e de que o Comité tenha necessidade para tomar a sua decisão.

Artigo 20.º

Sob a reserva das disposições do parágrafo 2.º do artigo 13.º, da alínea c do artigo 22.º, e do artigo 23.º, a ajuda internacional prevista pela presente Convenção só pode ser concedida aos bens do património cultural e natural que o Comité do património mundial decidiu ou decide fazer figurar numa das listas referidas nos parágrafos 2 e 4 do artigo 11.

Artigo 21.º

1. O Comité do património mundial define o processo de análise dos pedidos de ajuda internacional que é solicitado a apresentar e precisa nomeadamente os elementos que devem figurar no pedido, o qual deve descrever a operação pretendida, os trabalhos necessários, uma avaliação do seu custo, sua urgência e as razões por que os recursos do Estado requerente não lhe permitem fazer face à totalidade da despesa. Os pedidos devem, todas as vezes que for possível, apoiar-se na informação dos peritos.

2. Em virtude dos trabalhos que devem ser realizados sem demora, os pedidos fundamentados nas calamidades naturais ou catástrofes devem ser analisados com urgência e prioridade pelo Comité, que deve dispor de um fundo de reserva que serve para tais eventualidades.

3. Antes de tomar uma decisão, o Comité procede aos estudos e às consultas que julgar necessárias.

Artigo 22.º

A ajuda concedida pelo Comité do património mundial pode tomar as seguintes formas:

- a) Estudos sobre os problemas artísticos, científicos e técnicos que se relacionam com a protecção, conservação, valorização e restauração do património cultural e natural, tal como se encontra definido nos parágrafos 2 e 4 do artigo 11.º da presente Convenção;
- b) Disponibilidade de peritos, técnicos e mão-de-obra qualificada para velar pela boa execução do projecto aprovado;
- c) Formação de especialistas de todos os níveis no domínio cultural e natural;
- d) Fornecimento do equipamento que o Estado interessado não possui ou não está em condições de adquirir;
- e) Empréstimos a baixo juro ou que poderá ser reembolsado a longo prazo;
- f) Concessão em casos excepcionais ou especialmente motivadas, de subsídios não reembolsáveis.

Artigo 23.º

O Comité do património mundial pode igualmente fornecer uma assistência internacional aos centros nacionais ou regionais de formação de especialistas de todos os níveis no domínio da identificação, da protecção, da conservação, da valorização e da restauração do património cultural e natural.

Artigo 24.º

Uma assistência internacional muito importante não pode ser concedida senão depois de um estudo científico, económico e técnico detalhado. Este estudo deve apelar aos técnicos mais avançados de protecção, de exploração e de restauração do património cultural e natural e corresponder aos objectivos da presente Convenção. O estudo deve também investigar os meios de empregar racionalmente os recursos disponíveis no Estado interessado.

Artigo 25.º

O financiamento dos trabalhos necessários não deve, em princípio, pertencer senão parcialmente à comunidade internacional. A participação do Estado que beneficia da assistência internacional deve constituir uma parte substancial dos recursos aplicados em cada programa ou projecto, salvo se os seus recursos não o permitem.

Artigo 26.º

O Comité do património mundial e o Estado beneficiário definem no acordo que concluem as condições nas quais será executado um programa ou projecto pelo qual é fornecida uma assistência internacional na qualidade da presente Convenção. Incumbe ao Estado que recebe esta assistência internacional de continuar a proteger, conservar e valorizar os bens assim salvaguardados, conforme as condições definidas no acordo.

VI. Programas educativos**Artigo 27.º**

1. Os Estados partes da presente Convenção esforçam-se por todos os meios apropriados, especialmente pelos programas de educação e de informação, de reforçar o respeito e a amizade dos seus povos, são património cultural e natural definidos nos artigos 1.º e 2.º da Convenção.

2. Tomam a responsabilidade de informar largamente o público das ameaças que pesam sobre esse património e das actividades empreendidas na aplicação da presente Convenção.

Artigo 28.º

Os Estados partes da presente Convenção que recebem uma assistência internacional na aplicação da Convenção tomam as medidas necessárias para fazer conhecer a importância dos bens que foram objecto desta assistência e o papel que esta última representa.

VII. Relatórios**Artigo 29.º**

1. Os Estados partes da presente Convenção indicam nos relatórios que apresentarão à Conferência geral da Organização das Nações Unidas para a Educação, Ciência e Cultura as datas e sob as formas que determinarão as disposições legislativas e regulamentares e outras medidas que serão adoptadas para a aplicação da Convenção, assim como a experiência que terão adquirido nesse domínio.

2. Esses relatórios serão levados ao conhecimento do Comité do património mundial.

3. O Comité apresenta um relatório sobre as suas actividades em cada uma das sessões ordinárias da Conferência Geral da Organização das Nações Unidas para a Educação, Ciência e Cultura.

VIII. Cláusulas finais

Artigo 30.º

A presente Convenção é estabelecida em inglês, árabe, espanhol, francês e russo e os cinco textos fazem igualmente fé.

Artigo 31.º

1. A presente Convenção será submetida a ratificação ou a aceitação dos Estados membros da Organização das Nações Unidas para a Educação, Ciência e Cultura, conforme respectivos procedimentos constitucionais.

2. Os instrumentos de ratificação ou de aceitação serão depositados junto do Director-Geral da Organização das Nações Unidas para a Educação, Ciência e Cultura.

Artigo 32.º

1. A presente Convenção está aberta à adesão de todos os Estados não membros da Organização das Nações Unidas para a Educação, Ciência e Cultura e convidadas a aderir pela Conferência Geral da Organização.

2. A adesão far-se-á mediante o depósito de um instrumento de adesão junto do Director-Geral da Organização das Nações Unidas para a Educação, Ciência e Cultura.

Artigo 33.º

A presente Convenção entrará em vigor três meses depois da data do depósito do vigésimo instrumento de ratificação, de aceitação ou de adesão mas diz respeito unicamente aos Estados que terão depositado os seus respectivos instrumentos de ratificação, de aceitação ou adesão nesta data ou anteriormente. Entrará em vigor para cada outro Estado três meses depois do depósito do seu instrumento de ratificação, de aceitação ou de adesão.

Artigo 34.º

As disposições mais abaixo aplicam-se aos Estados partes da presente Convenção que têm um sistema constitucional federativo ou não unitário:

- a) No que diz respeito às disposições desta Convenção cuja execução depende de acção legislativa do poder legislativo federal ou central, serão os mesmos que os dos Estados partes que não são Estados federativos;
- b) No que diz respeito às disposições desta Convenção cuja aplicação depende da acção legislativa de cada um dos Estados, países, províncias ou cantões constituintes, que não estão em virtude do sistema constitucional da federação tidas para tomar as medidas legislativas, o Governador federal levará, com sua informação favorável as ditas disposições ao conhecimento das autoridades competentes dos Estados, países, províncias ou cantões.

Artigo 35.º

1. Cada um dos Estados partes da Convenção terá a faculdade de denunciar a Convenção.

2. A denúncia será notificada por um instrumento escrito e depositado junto do Director-Geral da Organização das Nações Unidas para a Educação, Ciência e Cultura.

3. A denúncia terá efeito 12 meses depois da recepção do instrumento da denúncia. Não modificará em nada as obrigações financeiras a assumir pelo Estado denunciante até a data pela qual a retirada tenha efeito.

Artigo 36.º

O Director-Geral da Organização das Nações Unidas para a Educação, Ciência e Cultura informará os Estados membros da Organização, os Estados não membros referidos no artigo 32, assim como a Organização das Nações Unidas, do depósito de todos os instrumentos de ratificação, de aceitação ou de adesão mencionadas nos artigos 31 e 22, do mesmo modo que as denúncias previstas no artigo 35.

Artigo 37.º

1. A presente Convenção poderá ser revista pela Conferência Geral das Nações Unidas para a Educação, Ciência e Cultura. A revisão porém abrangerá os Estados que se tornarão partes da Convenção que suporta a revisão.

2. No caso de a Conferência adoptar uma nova Convenção que suporta a revisão total ou parcial da presente Convenção e a menos que a nova Convenção não disponha de outro modo, a presente Convenção deixaria de ser aberta a ratificação, a aceitação ou a adesão a partir da data de entrada em vigor da nova Convenção que suporta a revisão.

Artigo 38.º

Conforme o artigo 102 da Carta das Nações Unidas, a presente Convenção será registada no Secretariado das Nações Unidas a pedido do Director-Geral da Organização das Nações Unidas para a Educação, Ciência e Cultura.

Feita em Paris, a 23 de Novembro de 1972, em dois exemplares autênticos levando a assinatura do Presidente da Conferência Geral reunida, na sua décima sétima sessão, e do Director-Geral da Organização das Nações Unidas para a Educação, Ciência e Cultura, que serão depositadas nos arquivos da Organização das Nações Unidas para a Educação, Ciência e Cultura, e cujas cópias certificadas conforme o original, serão enviadas a todos os Estados referidos nos artigos 31.º e 32.º assim como à Organização das Nações Unidas.

O texto que antecede é o texto autêntico da Convenção devidamente adoptado pela Conferência Geral da Organização das Nações Unidas para a Educação, Ciência e Cultura na sua décima sétima sessão, tida em Paris e que foi declarado concluído a 21 de Novembro de 1972.

Em fé do que assinaram aos 23 de Novembro de 1972.

O Presidente da Conferência Geral.

O Director Geral.

Decreto n.º 147/87

de 26 de Dezembro

No uso da faculdade conferida pelo artigo 77.º da Constituição, o Governo decreta o seguinte:

Artigo 1.º É aprovado nos termos do artigo 75.º, n.º 1, g) da Constituição, o Acordo de Empréstimo n.º F/CV/AGR/(PA)/87/12 concluído em 30 de Setembro de 1987 entre o Governo de Cabo Verde e o Fundo Africano de Desenvolvimento, cujo texto em francês faz parte integrante do presente diploma, a que vem anexo.

Art. 2.º O empréstimo tem por objectivo financiar uma parte dos custos em divisas e moeda nacional necessários à realização do Projecto de Desenvolvimento da Pesca Artesanal, mediante, designadamente:

Abertura de uma linha de crédito para aquisição de materiais de pesca, embarcações de pesca e motores fora-de-borda.

Construção de edifícios e infraestruturas;

Fornecimento de equipamentos e assistência técnica; Instalação de um entreposto frigorífico.

Art. 3.º O montante do empréstimo é de sete milhões duzentos mil unidades de conta (UC 7 200 000), sendo a unidade de conta definida no artigo 1.º do Acordo instituinte o Fundo Africano de Desenvolvimento.

Art. 4.º — 1. O empréstimo será reembolsado no prazo de quarenta anos, após dez anos de diferimento, a contar da data da assinatura do Acordo, em prestações semestrais e consecutivas, correspondendo cada prestação a meio por cento (0,5%) do capital mutuado nos primeiros dez anos do período de amortização e a um e meio por cento (1,5%) do referido montante nos trinta anos subsequentes;

2. Constitui encargo do empréstimo o pagamento de uma comissão de serviço de três quartos (3/4) de um por cento (1%) a 7 ano, calculada sobre o montante do empréstimo desembolsado e ainda não amortizado.

Art. 5.º — 1. São conferidos ao Ministro Adjunto do Ministro das Finanças poderes necessários para representar o Governo de Cabo Verde junto do Fundo Africano de Desenvolvimento em quaisquer actos ou para efeitos de cumprimento de quaisquer formalidades decorrentes da execução do presente acordo.

2. Os poderes ora conferidos podem ser delegados mediante documento bastante.

Art. 6.º Este diploma entra imediatamente em vigor e o mencionado Acordo produzirá efeitos em conformidade com o que nele se estipula.

Pedro Pires — João Pereira Silva — Arnaldo França — Miguel Lima.

Bromulgado em 4 de Dezembro de 1987.

Publique-se.

O Presidente da República, ARISTIDES MARIA PEREIRA.

Accord de prêt entre le Gouvernement de la République du Cap Vert et le Fonds Africain de Développement (Project de Développement de la Pêche Artisanale)

Prêt n.º F/CV/AGR/(PA)/87/12

Le présent ACCORD DE PRÊT (ci-après dénommé «l'Accord») est conclu le 30 Septembre, 1987, entre le GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DU CAP-VERT (ci-après dénommé «l'Emprunteur») et le FONDS AFRICAÏN DE DEVELOPPEMENT (ci-après dénommée «le Fonds»).

1. ATTENDU QUE l'Emprunteur a demandé au Fonds de financer une partie des coûts en devises du projet de développement de la Pêche artisanale (ci-après dénommé «le projet») tel qu'il est décrit dans l'Annexe du présent Accord, en lui accordant un prêt jusqu'à concurrence du montant stipulé ci-après;

2. ATTENDU QUE le project est techniquement réalisable et économiquement viable;

3. ATTENDU QUE l'Institut de Développement de la Pêche (IDEP) à crér au sein du Secrétariat d'Etat à la Pêche sera l'Organe d'exécution du projet;

4. ATTENDU QUE, se fondant entre autres considérations sur ce qui précède, le Fonds a accepté d'octroyer ledit prêt à l'Emprunteur conformément aux clauses et conditions stipulées ci-après;

EN FOI DE QUOI, les parties au présent Accord sont convenues de ce qui suit:

Section 1.01. *Conditions Générales.* Les parties au présent Accord conviennent que toutes les dispositions des Conditions Générales applicables aux Accords de prêt et Accords de garantie conclus par le Fonds, portant la date du 22 Mars 1974 (ci-après dénommés «les Conditions Générales») ont la même portée et produiront les mêmes effets que si elles étaient insérées intégralement dans le présent Accord.

Section 1.02. *Définitions.* A moins que le contexte ne s'y oppose, chaque fois qu'ils seront utilisés dans le présent Accord, les différents termes définis dans les Conditions Générales ont la signification qui y a été indiquée.

Article 2

Le prêt et sont object

Sections 2.01. *Montant.* Le Fonds consent à l'Emprunteur sur ses ressources ordinaires en capital, un prêt en diverses monnaies convertibles autres que la monnaie de l'Emprunteur, d'un montant maximum équivalant à sept millions deux cent mille unités de compte (UC. 7.200.000) (l'unité de compte étant définie à l'article 1er, alinea 1) de l'Accord portant création du Fonds).

Section 2.02. *Objet.* Le prêt servira à financer une partie des coûts en devises du projet défini à l'Annexe du présent Accord.

Article 3

Remboursement du Principal, Commission de service, Commission pour Engagements spéciaux et Echéances

Section 3.01. *Remboursement du Principal.* L'Emprunteur remboursera le principal du prêt, après un différé d'amortissement de dix (10) ans, à compter de la date de signature du présent Accord sur une période de quarante (40) ans, à raison d'un pour cent (1%) par an entre les onzième et vingtième années de ladite période et de trois pour cent (3%) par an par la suite.

Section 3.02. *Comission de service.* L'Emprunteur paiera une commission de service de trois quarts (3/4) d'un pour cent (1%) l'an, sur le montant du prêt décaissé et non encore remboursé, conformément aux stipulations de la Section 3.02 des Conditions Générales.

Section 3.03. *Comission pour engagements spéciaux.* La commission afférente aux engagements spéciaux pris par le Fonds en vertu de la Section 5.08 des Conditions Générales sera payable dans les monnaies convertibles déterminées par le Fonds.

Section 3.04. *Echéances.* Le prêt sera remboursé par des versements semestriels et consécutifs, don le premier Janvier soit le premier Juillet, selon celle des deux dates qui suivra immédiatement l'expiration du différé d'amortissement prévu à la Section 3.01 ci-dessus. La commission de service sera payée deux fois par an, le premier Janvier et le premier Juillet.

Article 4

Décaissements, utilisation des sommes, décaissés

Section 4.01. *Décaissements.* Aux fins du présent Accord, le Fonds conformément aux dispositions dudit Accord et des Conditions Générales, procédera à des décaissements en vue de couvrir les dépenses pour régler le coût des biens et services requis pour l'exécution du projet et appelés à être financés au titre de l'Accord.

Section 4.02. *Délai pour demander le premier décaissement.* La date du 30 Juin 1989 ou toute autre date ultérieure qui aura été convenue entre l'Emprunteur et le Fonds est fixée aux fins de la Section 11.01 des Conditions Générales.

Section 4.03. *Date de clôture.* La date du 30 Juin 1991 ou toute autre date ultérieure qui aura été convenue entre l'Emprunteur et le Fonds est fixée aux fins de la Section 6.03 des Conditions Générales.

Section 4.04. *Affectation du montant des décaissements.* L'Emprunteur n'utilisera les montants des décaissements que pour fins assignées à chaque montant décaissé.

Article 5

Condition préalables au premier décaissement et autres dispositions

Section 5.01. *Conditions préalables au premier décaissement.* Le Fonds, outre des dispositions prévues à la Section 5.02 des Conditions Générales, ne sera pas tenu d'effectuer le premier décaissement avant qu'il n'ait reçu le l'Emprunteur:

- 1) l'engagement d'inscrire régulièrement dans son budget annuel les dotations requises pour financer la part des coûts du projet qui lui incombe conformément au plan de financement;
- 2) l'engagement de trouver des financements complémentaires en cas de dépassement des coûts estimés du projet;
- 3) l'engagement de ne pas utiliser le produit du prêt pour le paiement des droits et taxes divers afférents aux biens et services nécessaires à l'exécution du projet;
- 4) la preuve de la création au sein du Secrétariat d'Etat à la pêche de l'organe d'exécution du projet doté des moyens humains et matériels nécessaires à la réalisation du projet et dont les statuts devront être soumis à l'approbation des bailleurs de fonds;

5) la preuve de la mise à la disposition de l'organe d'exécution du projet, du personnel suivant, dont les curricula vitae auront été préalablement soumis à l'approbation des bailleurs de fonds;

- a) Le Directeur de l'organe d'exécution du projet;
- b) Les Homologues nationaux pour les assistants techniques.

6) la preuve que les accords de financement avec les autres bailleurs de fonds ont été signés ou que ces derniers se sont engagés par écrit à participer au financement du projet;

7) la preuve de l'affectation de manière irrevocable des terrains pressentis pour construire les Centre Technico Sociaux (CTS) et l'entrepôt frigorifique de Praia ainsi que des bâtiments et équipements existants (bâtiment et chambre froide à Chão Bom, et compresseurs et autres équipements de froid à Mindelo) aux organismes prévus dans le projet;

8) l'engagement de fournir une partie suffisante des remboursements des crédits pour importer de nouveaux matériels etc... et réserver des devises nécessaires pour l'importation;

9) l'engagement de faire signer par le Gouvernement après approbation des bailleurs de fonds un accord de gestion des fonds avec la Banque du Cap-Vert (BCV);

10) l'engagement d'ouvrir après de la Banque du Cap-Vert un compte pour des besoins de décaissement du volet crédit;

11) l'exemplaire du dossier d'appel d'offres et la procédure y afférente mentionnée à la Section 5.03 du présent Accord;

12) la liste des biens et services afférents au projet qui seront financés avec les ressources du prêt.

Section 5.02. *Autres conditions.* L'Emprunteur devra en outre:

- 1) soumettre à l'approbation préalable des bailleurs de fonds dans les six mois qui suivent la signature de l'accord de prêt, les curricula vitae des personnes désignées pour occuper les postes d'assistance technique et rattachées à l'organe d'exécution du projet;
- 2) faciliter au personnel d'assistance technique l'acquisition des logements à titre onéreux;
- 3) veiller à ce que l'Institut Cap Vertien de la Solidarité prenne en charge les jardins d'enfants prévus dans le projet;
- 4) prendre toutes dispositions nécessaires pour que la pêche industrielle n'entre pas en compétition avec la pêche artisanale dans les zones archipelagiques jusqu'au point où il peut y avoir un risque de sur exploitation des stocks de thon, et que l'effort de pêche soit réglé pour éviter toute surexploitation;
- 5) Soumettre à l'approbation des bailleurs de fonds les modalités de prestation et de location des pièces et autres matériels existant dans les bâtiments des Centres Technico Sociaux (CTS);

- 6) soumettre à l'approbation préalable des bailleurs de fonds les contrats types de crédit pour la rétrocession de fonds concernant les matériels de pêches, les moteurs hors bord et les bateaux;
- 7) veiller à ce que les Accords bilatéraux ou multilatéraux conclus ou à conclure avec le Gouvernement Cap Verdien n'aient pas de repercussion négative sur le projet.

Section 5.03. *Achats.* a) L'Emprunteur s'engage à ce que les sommes provenant du prêt ne soient utilisées que pour l'acquisition dans les territoires des Etats participants ou des membres, des biens qui y sont produits ou des services en provenant (les termes «Etats participants» ou «Membres» sont définis à l'Article 1 de l'Accord portant création du Fonds);

- b) à moins que le Fonds n'en convienne autrement écrit, l'acquisition de ces biens et services devra se faire par un appel d'offres international, conformément aux règles et procédures du Fonds, et ce compte tenu de la qualité du rendement, des prix les plus bas sur le marché et tous autres facteurs pertinents.
- c) monobstant ce qui précède, il est convenu que:
- i) la construction des centres tecnico sociaux, ainsi que la construction du siège IDEP, le mouillage, la construction du prototype du bateau de 6,5 m feront l'objet d'un appel d'offres local;
 - ii) la construction en série des bateaux de 8,4 m, 10 m et 16 m fera l'objet d'une acquisition directe;
 - iii) le montage des dispositifs d'attraction de thon fera l'objet d'une consultation restreinte;
 - iv) la construction en série des bateaux de 6,5 m fera l'objet d'une demande locale de cotations.

Article 6

Exécution du projet

Section 6.01. *Plans et Cahier des Charges.* L'Emprunteur s'engage:

- a) à exécuter le projet et administrer les activités et opérations en découlant avec toute la diligence et l'efficacité voulues, suivant les normes financières, administratives et techniques éprouvées, sous la conduite d'une direction compétente et d'un personnel qualifié et expérimenté, conformément aux programmes d'investissements, aux plans et au cahier des charges approuvés par le Fonds;
- b) à demander l'accord du Fonds, en lui fournissant tous les renseignements qui pourront être raisonnablement requis, pour toute modification importante aux programmes d'investissements, aux plans et cahier des charges afférents au projet, ainsi que pour tout changement de fond à apporter au(x) contrat(s) l'exécution du projet.

Section 6.02. *Registres.* a) L'Emprunteur s'engage à faire tenir de façon régulière, conformément à des pratiques comptables appropriées, des registres et comptes nécessaires indiquant les dépenses financées au moyen des ressources du prêt;

b) l'Emprunteur devra faire vérifier et certifier selon les principes d'audit généralement admis, les registres et comptes visés au paragraphe a de la présente section, par des Experts-Comptables indépendants jugés acceptables par le Fonds.

Section 6.03. *Contrôles.* a) L'Emprunteur devra autoriser les fonctionnaires et les experts envoyés par le Fonds à contrôler l'exécution du projet et à examiner les registres, comptes et tous documents afférents au projet que le Fonds désirerait consulter;

b) au cas où de l'avis des deux parties, l'exécution du projet risque d'être compromise par une situation exceptionnelle et imprévisible, le Fonds a la faculté d'imputer sur le montant du prêt un maximum de un pour cent (1%) soit soixant douze mille unités de compte (UC. 72.000), afin de couvrir les frais d'expertise ou afférents à toutes mesures nécessaires pour remédier à ladite situation. Ces dépenses seront effectuées sans que l'Emprunteur ait à demander au préalable les versements correspondants, mais le Fonds l'informerá en temps utile de cette imputation.

Section 6.04. *Reports.* a) L'Emprunteur s'engage à présenter au Fonds à l'entière satisfaction de celui-ci et aux dates spécifiées dans chaque cas, les rapports ci-après:

- 1) des rapports sur l'exécution du projet, à la fin de chaque semestre de l'année civile ou dans tout autre délai qui serait convenu par les parties, conformément aux directives qui seront données de temps à autre par le Fonds à cette fin;
- 2) tous rapports que le Fonds pourra demander au sujet de l'utilisation des sommes prêtées et l'état d'avancement du projet.

b) les documents mentionnés dans la présente section devront être établis de la manière que le Fonds pourra raisonnablement prescrire.

c) L'Emprunteur s'engage à envoyer au Fonds des exemplaires certifiés des états financiers du projet dès que les comptes y afférents sont vérifiés, et au plus tard sauf accord contraire des parties, dans les trois (3) mois suivant le clôturé de l'exercice auquel se rapporte chaque état financier.

Section 6.05. *Assurances.* L'Emprunteur fera contracter et maintenir des assurances auprès d'assureurs de bonne renommée, sur les biens importés financés sur le prêt et autres risques afférents à l'achat, à la consignation, au transport jusqu'au lieu de leur utilisation ainsi qu'à l'installation desdits biens.

Section 6.06. *Echange d'informations.* a) L'Emprunteur et le Fonds collaboreront étroitement à la réalisation des fins auxquelles vise le prêt. A cet effet, chacune des parties communiquera à l'autre tous renseignements que celle-ci pourra raisonnablement demander;

b) L'Emprunteur et le Fonds échangeront par l'entremise de leurs représentants respectifs, leurs vues sur les questions relatives aux objectifs du prêt et à l'exécution par l'Emprunteur des obligations qui lui incombent en vertu du présent Accord.

Section 6.07. *Evaluation rétrospective.* L'Emprunteur devra autoriser les fonctionnaires et experts envoyés par le Fonds à faire l'évaluation rétrospective du projet.

Article 7

Dispositions finales

Section 7.01. *Représentants autorisés.* Le Ministre des Finances ou toute personne qu'il désignera par écrit seront les représentants autorisés de l'Emprunteur aux fins de la Section 10.03 des Conditions Générales.

Section 7.02 *Date de l'Accord.* Le présent Accord sera considéré en toutes circonstances comme passé à la date qui figure à la première page du présent Accord.

Section 7.03. *Adresses prévues.* Les adresses sont indiquées par les parties aux fins de la Section 10.01 des Conditions Générales.

Pour l'Emprunteur: Adresse postale:

Ministère des Finances

B.P. 30

PRAIA

Cap Vert

Télex: 58 MCE CV

Pour le Fonds: Adresse postale:

Fonds Africain de Développement

01 B.P. 1387

ABIDJAN 01

Côte d'Ivoire

Adresse télégraphique: AFDEV/
/ABIDJAN

Télex: 23717/23498

EN FOI DE QUOI, le Fonds et l'Emprunteur, agissant par l'entremise de leurs représentants autorisés respectifs, ont signé le présent Accord en deux exemplaires faisant également foi, en français à la date indiquée en première page.

Pour le Gouvernement de la République du Cap-Vert, *Miguel António Lima*, Secrétaire d'Etat aux Pêches.

Pour le Fonds Africain de Développement, *T. Gedamu*, Vice President.

damu, Vice President.

Certific par: *K.K. Dei-Anang*, Secrétaire General.

ANNEXE

Description du Projet

Le projet pour atteindre l'objectif ci-dessus fournira aux pêcheurs sous forme de ligne de crédit, des matériels de pêche, des bateaux améliorés et des moteurs hors bord. En outre, il renforcera l'organe d'exécution par une équipe de spécialistes expatriés. Des structures techno-sociales seront fournies aux communautés des pêcheurs. Les composantes du projet son présentées ci-après:

A. Volet crédit pour:

- matériels de pêche
- amélioration de flotille
- moteurs hors bord

B. Bâtiment et infrastructure

C. Equipement et véhicule

D. Entrepôt frigorifique

E. Personnel local

F. Personnel expatrié

G. Assistance technique/PNUD

H. Entretien et fonctionnement.

MINISTÉRIO DA ADMINISTRAÇÃO LOCAL E URBANISMO

Direcção-Geral da Administração Local

DECLARAÇÕES

De harmonia com o disposto no n.º 2 do artigo 3.º do Decreto n.º 47/80, de 2 de Julho com a nova redacção dada pelo Decreto n.º 17/84, de 18 de Fevereiro, se publica que por despacho do Camarada Ministro da Administração Local e Urbanismo de 15 de Outubro de 1987, foi confirmada a deliberação tomada pelo Conselho Deliberativo de Santa Catarina, na sua sessão ordinária de 6 de Outubro de 1987, que autoriza as seguintes transferências de verbas no orçamento municipal em execução:

| Capítulo | Artigo | Númer. | Designação das despesas | Reforço ou inscrição | Anulação ou redução |
|----------|--------|--------|------------------------------------------------------------|----------------------|---------------------|
| 1.º | | | Despesas ordinárias: | | |
| | | | Serviços gerais: | | |
| | | | Despesas correntes: | | |
| | 1.º | | Vencimentos e salários: | | |
| | | 1 | Vencimento do pessoal dos quadros | | 500 000\$00 |
| | | 2 | Salário do pessoal eventual: | 400 000\$00 | |
| | 11.º | | Conservação e aproveitamento de bens... | 400 000\$00 | |
| | 2.º | | Despesas gerais de funcionamento: | | |
| | | 4 | Representação | 47 950\$00 | |
| | | 7 | Trabalhos especiais diversos... .. | | 10 000\$00 |
| | 13.º | | Transferências: | | |
| | | 1 | Sector Público: | | |
| | | | b) Assistência na doença aos funcionários | | 20 000\$00 |
| | | 2 | Particulares: | | |
| | | | a) Apoio as Comissões de Moradores | | 80 000\$00 |
| | | | Outras despesas correntes: | | |
| | | | Seguro de pessoal eventual. | | 70 000\$00 |
| | 15.º | | Despesas de capital | | |
| | | | Investimentos: | | |
| | | 1 | Construções diversos: | | |
| | | | a) Continuação de Po- levalente de Achada Lém | 500 000\$00 | |
| | | | b) Continuação do ar- mazém parque... .. | 532 050\$00 | |
| | | | c) Construção de novo mercado | 500 000\$00 | |
| | | | d) Construção de par- que de viaturas ... | | 1 200 000\$00 |

| Capítulos | Artigos | Números | Designação das despesas | Reforço ou inscrição | Anulação ou redução |
|-----------|---------|---------|------------------------------------------------------------------|----------------------|----------------------|
| 2.º | | | Serviços de Abastecimento de Água: | | |
| | | | Despesas correntes | | |
| | 17.º | 1 | Vencimento e salários: Vencimento do pessoal de quadros | 350 000\$00 | |
| 3.º | | | Serviços de produção e distribuição de energia eléctrica: | | |
| | | | Despesas correntes | | |
| | 21.º | 1 | Vencimentos e salários Vencimento do pessoal dos quadros | 250 000\$00 | |
| | 23.º | | Bens não duradouros: | | |
| | | 1 | Combustíveis e lubrificantes | 400 000\$00 | |
| 4.º | | | Serviços de Urbanização e Obras | | |
| | | | Despesas correntes | | |
| | 26.º | 1 | Vencimentos e salários Vencimento do pessoal dos quadros | 150 000\$00 | |
| | 27.º | | Bens não duradouros: | | |
| | | 1 | Combustíveis e lubrificantes | 100 000\$00 | |
| | | | Despesas de Capital: | | |
| | 30.º | | Investimentos: | | |
| | | 1 | Máquinaria e equipamentos | 40 000\$00 | |
| 5.º | | | Serviços do Ciné-Teatro Municipal: | | |
| | | | Despesas correntes | | |
| | 31.º | 1 | Vencimento e salários: Salários do pessoal eventual | 200 000\$00 | |
| | 32.º | | Horas extraordinárias... | 10 000\$00 | |
| | | | Soma | 2 280 000\$00 | 2 280 000\$00 |

De harmonia com o disposto no n.º 2 do artigo 36.º do Decreto n.º 47/80, de 2 de Julho, com a nova redacção dada pelo Decreto n.º 17/84, de 18 de Fevereiro, se publica que por despacho do Camarada Ministro da Administração Local e Urbanismo, de 1 de Dezembro de 1987, foi aprovada a deliberação tomada pelo Conselho Deliberativo de Santa Cruz na reunião de 5 de Novembro de 1987, que abre um crédito especial no montante de 716 126\$49, destinado a reforçar as verbas das seguintes dotações de despesas ordinárias do orçamento em execução:

DESPESAS ORDINÁRIAS

Capítulo 1.º — Serviços gerais:

DESPESAS CORRENTES

Artigo 10.º — Bens duradouros:

N.º 3 — Material honorífico e de representação 8 900\$00

Artigo 11.º — Bens não duradouros:

N.º 1 — Combustíveis e lubrificantes ... 369 600\$00

N.º 2 — Consumos de secretaria 20 000\$00

Artigo 13.º — Despesas gerais de funcionamento:

N.º 3 — Locação de bens 129 667\$49

Artigo 17.º — Investimentos:

N.º 4 c) — Continuação do polivalente 90 948\$57

N.º 6 — Maquinaria e equipamentos ... 25 836\$50

Capítulo 5.º — Despesas comuns:

Artigo 33.º — Despesas de anos económicos findos 26 842\$00

Para inscrição da seguinte verba no orçamento de despesas:

Capítulo 1.º, artigo 17.º, n.º 4, b) — Construção de moradias com 3 divisões para destas receitas 44 332\$00

Total 716 126\$49

Para compensação do crédito ora aberto é efectuada a seguinte alteração no orçamento municipal em execução:

O excesso da cobrança global sobre a previsão orçamental do ano de 1986 ... 716 126\$49

De harmonia com o disposto no n.º 2 do artigo 36.º do Decreto n.º 47/80, de 2 de Julho, com a nova redacção dada pelo Decreto n.º 17/84, de 18 de Fevereiro, se publica que por despacho do Camarada Ministro da Administração Local e Urbanismo de 14 de Dezembro do ano corrente, foi aprovada a deliberação tomada pelo Conselho Deliberativo do Fogo, na reunião ordinária de 27 de Novembro de 1987, que abre um crédito especial no montante de 5 201 153\$90 destinados a:

a) Reforçar as seguintes dotações de despesas ordinárias do orçamento municipal em execução:

Despesas ordinárias

Capítulo 1.º — Serviços gerais:

Despesas correntes

Artigo 6.º — Deslocações 50 000\$00

Artigo 7.º — Alimentação e alojamento em espécie... .. 50 000\$00

Artigo 11.º — N.º 1 — Combustíveis e lubrificantes 600 000\$00

Artigo 11.º — N.º 2 — Consumo de secretaria. 50 000\$00

Artigo 12.º — Conservação e aproveitamento de bens 500 000\$00

Artigo 13.º — N.º 4 — Representação 50 000\$00

Artigo 13.º — N.º 5 — Transportes e Comunicações 100 000\$00

Artigo 14.º — N.º 3 — Prémios e seguros de veículos 60 000\$00

| | |
|-------------------------------------------------------------------------------|----------------------|
| Artigo 16.º — N.º 1 — Apoio a actividades sócio-culturais | 150 000\$00 |
| Artigo 17.º — N.º 1 a) — Construção de uma moradia para funcionários | 1 600 000\$00 |
| Artigo 17.º — N.º 1 b) — Construção de um ciné-teatro em S. Filipe | 1 300 000\$00 |
| Artigo 17.º — N.º 2 — Maquinaria e equipamento | 561 158\$00 |
| Artigo 19.º — N.º 1 — Combustíveis e lubrificantes | 500 000\$00 |
| Artigo 20.º — Conservação e aproveitamento de bens | 50 000\$00 |
| Soma | 5 021 158\$90 |

Para compensação do crédito ora aberto é efectuada a seguinte alteração no orçamento municipal em execução, representativa do saldo orçamental não utilizado e que se encontra em depósito:

Capítulo 8.º — Outras despesas correntes:

| | |
|-------------------------------------------|----------------------|
| Artigo 35.º — Saldos orçamentais | 5 021 158\$90 |
| Total | 5 021 158\$90 |

De harmonia com o disposto no n.º 2 do artigo 36.º do Decreto n.º 47/80, de 2 de Julho; com a nova redacção dada pelo Decreto n.º 17/84, de 18 de Fevereiro, se publica que por despacho do Camarada Ministro da Administração Local e Urbanismo de 21 de Dezembro de 1987, foi homologada a deliberação do Órgão Deliberativo do Porto Novo, tomada na sua sessão ordinária de 11 de Dezembro que abre um crédito especial no montante de 1 896 200\$, destinado a reforçar as seguintes dotações de despesas ordinárias do orçamento Municipal em execução:

DESPESAS ORDINÁRIAS

Despesas correntes

Capítulo 1.º — Serviços gerais:

| | |
|-------------------------------------------------------------|-------------|
| Artigo 8.º — Bens duradouros: | |
| Número 1 — Material de alojamento... .. . | 500 000\$00 |
| Artigo 10.º — Conservação e aproveitamento de bens | 250 000\$00 |

| | |
|-------------------------------------------------|------------|
| Artigo 11.º — Despesas gerais da funcionamento: | |
| Número 4 — Comunicações | 30 000\$00 |

Despesas de capital

| | |
|----------------------------------------------------------|-------------|
| Artigo 15.º — Investimentos: | |
| Número 1 — d) Reparação de edifícios municipais | 30 000\$00 |
| Número 3 — Maquinaria e equipamentos | 220 000\$00 |

Capítulo 3.º — Serviços de produção e distribuição de energia eléctrica:

| | |
|--------------------------------------------------|-------------|
| Artigo 21.º — Bens não duradouros: | |
| Número 1 — Combustíveis e lubrificantes | 866 200\$00 |

Soma 1 896 200\$90

Para compensação do crédito ora aberto é efectuada a seguinte alteração no orçamento municipal em execução.

RECEITAS ORDINÁRIAS

Receitas correntes

Capítulo 8.º — Outras receitas correntes:

| | |
|-------------------------------------------|------------|
| Artigo 38.º — Saldos orçamentais | 93 802\$55 |
|-------------------------------------------|------------|

| | |
|----------------------------------------------------------------|----------------------|
| Excesso de cobrança global sobre a previsão orçamental... .. . | 1 802 397\$45 |
| Soma | 1 896 200\$90 |

De harmonia com o disposto no n.º 2 do artigo 36.º do Decreto n.º 47/80, de 2 de Julho, com a nova redacção dada pelo Decreto n.º 17/84, de 18 de Fevereiro, se publica que por despacho do Camarada Ministro da Administração Local e Urbanismo, de 14 de Dezembro de 1987, foi confirmado a deliberação tomada pelo Conselho Deliberativo da Praia, na sua sessão de 26 de Novembro da 1987, que autoriza as seguintes transferências de verbas no orçamento municipal em execução:

| Capítulos | Artigos | Números | Designação das despesas | Reforço ou inscrição | Anulação ou redução |
|-----------|---------|---------|-----------------------------------------------------|----------------------|---------------------|
| | | | DESPESAS ORDINÁRIAS | | |
| | | | Serviços gerais: | | |
| | | | Vencimentos e salários: | | |
| 1.º | 1.º | | Vencimento de pessoal dos quadros | | 800 000\$00 |
| | 2 | | Salários do pessoal eventual... .. . | 200 000\$00 | |
| | 2.º | | Gratificação | | 23 000\$00 |
| | 3.º | | Abono para falhas... .. . | | 5 000\$00 |
| | 6.º | | Participação e prémios. | | 50 000\$00 |
| | 8.º | | Telefones individuais | 30 000\$00 | |
| | 11.º | | Remunerações diversas em numerários | | 41 000\$00 |
| | 13.º | | Bens duradouros: | | |
| | 2 | | Material de alojamento. | | 50 000\$00 |
| | 3 | | Material de educação, cultura e recreativa | | 50 000\$00 |
| | 4 | | Material fabril oficial e laboratório | | 35 000\$00 |
| | 5 | | Material de secretaria | | 40 000\$00 |
| | 6 | | Material honorífico e de representação | | 50 000\$00 |
| | 14.º | | Bens não duradouros: | | |
| | 1 | | Combustíveis e lubrificantes. | 70 000\$00 | |
| | 2 | | Consumo de secretaria... .. . | 80 000\$00 | |
| | 4 | | Alimentação, roupas e calçado: | | 10 000\$00 |
| | 15.º | | Conservação e aproveitamento de bens... .. . | 60 000\$00 | |
| | 16.º | | Despesas gerais de funcionamento: | | |
| | 1 | | Encargos próprios das instalações | | 100 000\$00 |
| | 2 | | Encargos com a saúde | | 5 000\$00 |
| | 4 | | Comunicações | 250 000\$00 | |
| | 5 | | Representação | | 100 000\$00 |
| | 7 | | Trabalho especiais diverso | 350 000\$00 | |
| | 17.º | | Transferência de capital: | | |

| Capítulo | Artigo | Número | Designação das despesas | Reforço ou inscrição | Anulação ou redução | Capítulo | Artigo | Número | Designação das despesas | Reforço ou inscrição | Anulação ou redução |
|----------|--------|--------|-----------------------------------------------------------------------------|----------------------|---------------------|----------|--------|--------|---------------------------------------------------|----------------------|---------------------|
| | | 1 | Pagamento de prestação de filiação em organismo internacional-UC-CLA | | 7 880\$00 | 40.º | | | Remuneração por serviços auxiliares | 500 000\$00 | |
| 18.º | | | Outras despesas correntes: | | | 42.º | | | Remuneração diversas em numerário | | 20 000\$00 |
| | | 2 | Seguros de material ... | | 4 026\$00 | 43.º | | | Vestuário, artigos e compensação de encargos | | 200 000\$00 |
| | | 3 | Contribuição predial ... | | 2 096\$50 | 45.º | | | Bens não duradouros: | | |
| 19.º | | | Despesas de capital: | | | 1 | | | Combustíveis e lubrificantes. | 553 502\$50 | |
| | | 1 | Investimento de terrenos. | | 312 500\$00 | 46.º | | | Conservação e aproveitamento de bens | 200 000\$00 | |
| | | 3 | Máquinaria e equipamento | | 100 000\$00 | 47.º | | | Despesas gerais de funcionamento: | | |
| 2.º | | | Serviços de administração urbanístico e obras: | | | 1 | | | Comunicação | 100 000\$00 | |
| | | | Vencimentos e salários: | | | 5 | | | Publicidade e propagação | | 80 000\$00 |
| 21.º | | | Vencimento do pessoal do quadro | | 700 000\$00 | 6 | | | Trabalho especiais diversas | 90 000\$00 | |
| | | 2 | Vencimento do pessoal | 1 200 000\$00 | | 49.º | | | Investimento: | | |
| 22.º | | | Gratificação | | 50 000\$00 | 1 | | | Material de transportes. | | 900 000\$00 |
| 23.º | | | Horas extraordinárias... | 200 000\$00 | | 2 | | | Maquinaria e equipamento | 1 160 000\$00 | |
| 24.º | | | Participação e prémio... | 120 000\$00 | | | | | a) Melhoramento urbano sep. aces. pedrestes... .. | | 300 000\$00 |
| 28.º | | | Remuneração diversa em numerário... .. | | 20 000\$00 | | | | b) Jardim espaços verdes | | 400 000\$00 |
| 29.º | | | Bens duradouros: | | | | | | Serviços de acção sócio-cultural: | | |
| | | 1 | Construção e grandes reparações | 650 000\$00 | | 50.º | | | Vencimentos e salários: | | |
| | | 5 | Equipamento de secretaria | | 100 000\$00 | | | | Vencimento do pessoal do quadro | | 400 000\$00 |
| 30.º | | | Bens não duradouros: | | | 52.º | | | Abono para falhas... .. | | 10 000\$00 |
| | | 1 | Combustíveis e lubrificantes. | 350 000\$00 | | 53.º | | | Hora extraordinária | 15 000\$00 | 30 000\$00 |
| | | 2 | Consumo de secretaria... | 80 000\$00 | | 54.º | | | Participação e prémio... | | |
| 31.º | | | Conservação e aprov. de bens. | 550 000\$00 | | 60.º | | | Bens duradouros: | | |
| | | | Despesas gerais de funcionamento. | | | 1 | | | Construções e grandes reparações... .. | | 10 000\$00 |
| | | 1 | Encargos próprios das instalações | 10 000\$00 | | 3 | | | Material de educação cult. e desporto | | 100 000\$00 |
| | | 3 | Locações de bens | | 224 000\$00 | 63.º | | | Despesas gerais do funcionamento: | | |
| | | 4 | Comunicação | 250 000\$00 | | 3 | | | Aluguer de filmes | 100 000\$00 | |
| | | 5 | Publicidade e propagação | | 27 000\$00 | 4 | | | Encargos com a polícia. | 100 000\$00 | |
| 34.º | | | Investimentos: | | | | | | Despesas de capital: | | |
| | | 1 | a) Construção de Parque de equipamento | 700 000\$00 | | 66.º | | | Investimentos: | | |
| | | 1 | d) Conclusão de Feira 5 de Julho | | 200 000\$00 | 1 | | | Maquinaria e equipamentos | | 100 000\$00 |
| | | 2 | Construção de recinto S. Cultural | | 200 000\$00 | 5.º | | | Despesas comuns: | | |
| | | | b) Construção de recintos s. cultural Bairro K. Nkruma. | | 200 000\$00 | 68.º | | | Pensão de aposentação. | 10 000\$00 | |
| 3.º | | | Serviços urbanos: | | | | | | Soma | 7 898 502\$50 | 7 898 502\$50 |
| 35.º | | | Vencimentos e salários: | | | | | | | | |
| | | 1 | Vencimento de pessoal do quadro | | 1 200 000\$00 | | | | | | |
| 38.º | | | Participação e prémio... | | 282 000\$00 | | | | | | |

Direcção-Geral da Administração Local, na Praia, 22 de Dezembro de 1987.—O Director-Geral, Celso Morais Fernandes.